CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-FÉLICIEN
Le 5 mai 2025

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Saint-Félicien, tenue le cinquième jour de mai deux mille vingt-cinq, à 19 h 30, à l'hôtel de ville de Saint-Félicien.

SONT PRÉSENTS : Monsieur Luc Gibbons, maire
Monsieur Bernard Boivin, conseiller
Monsieur Michel Gagnon, conseiller
Madame Josée Lemay, conseillère
Monsieur Jean-Philippe Boutin, conseiller
Monsieur Alexandre L. Paradis, conseiller
M^e Louise Ménard, greffière
Monsieur Dany Coudé, directeur général

EST ABSENT : Monsieur Dany Bouchard, conseiller

05-0525-01

OBJET : OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le maire Luc Gibbons procède à l'ouverture de la séance.

05-0525-02

OBJET : LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE l'ordre du jour de la présente séance soit accepté, tel que présenté.

05-0525-03

OBJET : ACCEPTATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2025

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR BERNARD BOIVIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ACCEPTER, tel que soumis, le procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025.

05-0525-04

OBJET : SUITES AU PROCÈS-VERBAL

Monsieur Dany Coudé, directeur général, mentionne qu'une réponse écrite a été transmise au citoyen ayant questionné le Conseil lors de la séance du 14 avril 2025 relativement à l'économie d'eau répertoriée dans le rapport sur la gestion de l'eau potable pour l'année 2023.

05-0525-05

OBJET : NOMINATION DE MONSIEUR RÉMI BRADETTE AU POSTE DE CONTREMAÎTRE / SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'ENTRETIEN DU TERRITOIRE

ATTENDU QUE le poste-cadre de contremaître au sein du Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire a été dûment affiché ;

05-0525-05 (suite)

OBJET : NOMINATION DE MONSIEUR RÉMI BRADETTE AU POSTE DE
CONTREMAITRE / SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'ENTRETIEN DU
TERRITOIRE

...

ATTENDU la recommandation du directeur général de procéder à la nomination de monsieur Rémi Bradette au poste-cadre de contremaître au sein du Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire.

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE monsieur Rémi Bradette soit nommé au poste-cadre de contremaître au sein du Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire, à la classe 5B, échelon 1, à compter du 5 mai 2025, et ce, selon toutes et chacune des conditions prévues à la politique administrative et salariale du personnel cadre.

05-0525-06

OBJET : ADOPTION / POLITIQUE-CADRE SUR LA GOUVERNANCE

ATTENDU l'importance pour la Ville de Saint-Félicien d'assurer la protection des renseignements personnels qu'elle détient en toute transparence;

ATTENDU QUE l'article 63.3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit l'obligation pour les municipalités de publier sur son site internet des règles encadrant sa gouvernance à l'égard des renseignements personnels;

ATTENDU QU'afin de s'acquitter de ses obligations en la matière, la Ville de Saint-Félicien a élaboré la présente Politique-cadre sur la gouvernance énonçant notamment les principes applicables à la protection des renseignements personnels que la Ville détient tout au long du cycle de vie de ceux-ci et aux droits des personnes concernées.

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR MICHEL GAGNON
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ADOPTER la Politique-cadre sur la gouvernance;

QUE la présente politique soit publiée sur le site Internet de la ville.

05-0525-07

OBJET : ADOPTION / POLITIQUE SUR LA CONFIDENTIALITÉ

ATTENDU l'importance pour la Ville de Saint-Félicien d'assurer la protection des renseignements personnels qu'elle détient en toute transparence;

ATTENDU QUE l'article 63.4 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit l'obligation pour les municipalités de publier sur son site Internet et de diffuser par tout moyen propre à atteindre les personnes concernées une politique de confidentialité rédigée en termes simples et clairs;

05-0525-07 (suite)

OBJET : ADOPTION / POLITIQUE SUR LA CONFIDENTIALITÉ

...

ATTENDU QU'afin de s'acquitter de ses obligations en la matière, la Ville de Saint-Félicien a élaboré la présente Politique de confidentialité énonçant notamment les principes applicables à la protection des renseignements personnels que la Ville recueille par un moyen technologique.

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR JEAN-PHILIPPE BOUTIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ADOPTER la Politique de confidentialité;

QUE la présente politique soit publiée sur le site Internet de la ville et diffusée par tout moyen propre à atteindre les personnes concernées.

05-0525-08

OBJET : ADOPTION D'UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE / REVÉGÉTALISATION DES BANDES RIVERAINES / LAC-DU-REPOS

ATTENDU QU'il est reconnu depuis plusieurs années que le déboisement excessif des rives est une cause de la dégradation des lacs et des cours d'eau;

ATTENDU QUE la bande riveraine est une bande de végétation naturelle de 10 mètres ou de 15 mètres si la pente est supérieure ou égale à 30 %;

ATTENDU QU'il existe deux options qui s'offrent aux citoyens soit évitez ou discontinuez toute intervention ou modification de la bande riveraine (tonte de gazon, abattage d'arbres, etc.) et de faire son propre aménagement en respectant les règlements et en obtenant les permis et autorisations requis ;

ATTENDU QUE le présent programme a été élaboré considérant la volonté du conseil municipal de Saint-Félicien d'encourager la remise à l'état naturel des rives des lacs et des cours d'eau de la Ville.

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QUE la Ville de Saint-Félicien adopte le Programme d'aide financière pour la revégétalisation des bandes riveraines ci-après et accorde pour l'année 2025 une enveloppe budgétaire maximale de 3 500 \$.

1. OBJECTIF GÉNÉRAL

Le programme d'aide financière pour la revégétalisation des bandes riveraines vise à encourager et aider les riverains à prendre des mesures redonnant aux bassins versants et aux bandes riveraines les éléments de protection naturelle des lacs et des cours d'eau.

05-0525-08 (suite)

OBJET : ADOPTION D'UN PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE / REVÉGÉTALISATION DES BANDES RIVERAINES / LAC-DU-REPOS
--

...

2. OBJECTIFS PARTICULIERS

- 2.1 Stabilisation de la berge par les racines prévenant l'érosion du sol et l'envasement des plans d'eau.
- 2.2 Filtration des polluants par le système racinaire.
- 2.3 Prévention contre les cyanobactéries (algues bleu-vert), les algues et les plantes aquatiques.
- 2.4 Création de zones ombragées sur le plan d'eau, empêchant le réchauffement de l'eau.

3. TYPES D'INTERVENTIONS

- 3.1 Revégétaliser la bande riveraine réglementaire avec au minimum 20 végétaux choisis dans une liste proposée.
- 3.2 Cette liste sera composée de végétaux adaptés aux différents milieux et proposée dans le cadre d'une commande groupée par l'Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean.

4. PROCÉDURE

L'aide financière est appliquée par l'Organisation de bassin versant Lac-Saint-Jean lors de la confirmation de la commande du riverain dans le cadre de son programme de commandes de végétaux. La Ville rembourse ensuite l'Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean en un seul paiement suivant la réception d'une facture détaillée. La Ville établit préalablement avec l'Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean le nombre de demandes, le budget établi et les secteurs prioritaires.

5. AIDE FINANCIÈRE

L'aide financière couvre seulement l'achat des végétaux proposés par l'Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean, pour 80 % de la facture jusqu'à concurrence de 250 \$.

05-0525-09

OBJET : AFFECTATION D'UNE SOMME SUPPLÉMENTAIRE / RÉGLEMENT 23-091 / PROGRAMME DE REVITALISATION RÉSIDENIELLE DE HAUTE DENSITÉ
--

ATTENDU le règlement 23-091 sur le programme de revitalisation résidentielle de haute densité prévoyant des aides sous deux volets, soit subvention et crédit de taxes;

ATTENDU QUE le budget initial affecté au volet subvention dudit programme de revitalisation est de 350 000 \$;

ATTENDU QU'en date de la présente résolution, le budget engagé de ce programme est de 165 929 \$ et que selon les projets déposés auprès du Service de l'urbanisme, la Ville anticipe des demandes de subvention de 820 000 \$;

ATTENDU QUE le budget initial de ce programme est insuffisant en vue de combler l'ensemble des demandes de subvention des projets déposés et de ceux à venir;

05-0525-09 (suite)

OBJET : AFFECTATION D'UNE SOMME SUPPLÉMENTAIRE / RÈGLEMENT 23-091 /
PROGRAMME DE REVITALISATION RÉSIDENNELLE DE HAUTE DENSITÉ

...

ATTENDU la nécessité d'ajouter une somme additionnelle à ce programme;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'AFFECTER, à même l'excédent de fonctionnement non affecté, une somme supplémentaire de 640 000 \$ au règlement 23-091 sur le programme de revitalisation résidentielle de haute densité.

05-0525-10

OBJET : AUTORISATION D'EMPRUNT TEMPORAIRE / RÈGLEMENT 24-149 /
DÉCRÉTANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE 2 704 000 \$ ET
UN EMPRUNT DE 2 465 217 \$

ATTENDU les termes de l'article 567 de la Loi sur les cités et villes autorisant à décréter, par résolution, des emprunts temporaires pour le paiement des dépenses effectuées en vertu d'un règlement d'emprunt;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR BERNARD BOIVIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE la trésorière madame Janie Paquet ou le directeur général monsieur Dany Coudé soient autorisés à emprunter temporairement les sommes nécessaires pour faire face aux dépenses engagées aux termes du règlement 24-149 décrétant des dépenses en immobilisations de 2 704 000 \$ et un emprunt de 2 465 217 \$.

05-0525-11

OBJET : LIBÉRATION DU FONDS DE GARANTIE EN RESPONSABILITÉ CIVILE
PRIMAIRE DU REGROUPEMENT AGGLOMÉRATION 1, GROUPE A POUR LA
PÉRIODE DU 30 AVRIL 2016 AU 30 AVRIL 2017

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Félicien est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Lloyds sous le numéro DL010400-06 et que celle-ci couvre la période du 30 avril 2016 au 30 avril 2017;

ATTENDU QUE cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurance responsabilité civile primaire;

ATTENDU QU'un fonds de garantie d'une valeur de 360 000 \$ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en responsabilité civile primaire et que la Ville de Saint-Félicien y a investi une quote-part de 29 003 \$ représentant 8,06% de la valeur totale du fonds;

ATTENDU QUE la convention relative à la gestion des fonds de garantie prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds;

OBJET : LIBÉRATION DU FONDS DE GARANTIE EN RESPONSABILITÉ CIVILE PRIMAIRE DU REGROUPEMENT AGGLOMÉRATION 1, GROUPE A POUR LA PÉRIODE DU 30 AVRIL 2016 AU 30 AVRIL 2017

...

5. LIBÉRATION DES FONDS

Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.

Sur attestation conjointe de l'assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués.

ATTENDU QUE l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur Lloyds touchant ladite police et ledit fonds de garantie en responsabilité civile primaire ont été traitées et fermées par l'assureur;

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Félicien confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Lloyds pour la période du 30 avril 2016 au 30 avril 2017 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés;

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Félicien demande que le reliquat de 111 285,16 \$ dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée;

ATTENDU QU'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire;

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Félicien s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 30 avril 2016 au 30 avril 2017;

ATTENDU QUE l'assureur Lloyds pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos;

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Félicien s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 30 avril 2016 au 30 avril 2017;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

05-0525-11 (suite)

OBJET : LIBÉRATION DU FONDS DE GARANTIE EN RESPONSABILITÉ CIVILE
PRIMAIRE DU REGROUPEMENT AGGLOMÉRATION 1, GROUPE A POUR LA
PÉRIODE DU 30 AVRIL 2016 AU 30 AVRIL 2017

...

D'AUTORISER l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Agglomération 1, Groupe A dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

05-0525-12

OBJET : DÉCISION SUR UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE /
1179-1181, RUE FÉLIX-LECLERC

ATTENDU la demande de dérogation mineure présentée à l'égard de l'immeuble situé au 1179-1181, rue Félix-Leclerc, à Saint-Félicien;

ATTENDU la recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme;

ATTENDU les explications données au cours de la présente séance sur la teneur de la demande, la portée et les effets de la dérogation demandée;

ATTENDU QU'un avis public a valablement été donné en conformité avec la loi et le règlement des dérogations mineures de la Ville;

ATTENDU QU'à la suite de l'invitation faite, personne n'a émis de commentaire favorable ou défavorable.

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY

IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ACCORDER la dérogation mineure demandée à l'égard de l'immeuble situé au 1179-1181, rue Félix-Leclerc, à Saint-Félicien ayant pour effet de permettre la subdivision du lot 6 243 252 au cadastre du Québec en deux lots distincts.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU de préciser que la dérogation mineure accordée est applicable qu'à l'encontre du projet de lotissement soumis à la date de la présente résolution.

05-0525-13

OBJET : AUTORISATION D'ÉMETTRE LES PERMIS ET CERTIFICATS REQUIS
CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET
D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (P.I.I.A) / RÉNOVATION EXTÉRIEURE
ET CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (REMISE) /
3086 À 3090, RUE DE SAINT-MÉTHODE

ATTENDU la recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme;

ATTENDU les explications supplémentaires fournies au cours de la présente séance;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR MICHEL GAGNON

IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

05-0525-13 (suite)

OBJET : AUTORISATION D'ÉMETTRE LES PERMIS ET CERTIFICATS REQUIS CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (P.I.I.A) / RÉNOVATION EXTÉRIEURE ET CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (REMISE) / 3086 À 3090, RUE DE SAINT-MÉTHODE

...

QUE le Service de l'urbanisme soit autorisé, aux termes des articles pertinents du règlement 18-949, à émettre les permis et certificats requis relativement à la rénovation extérieure et à la construction d'un bâtiment accessoire (remise) sur l'immeuble sis au 3086 à 3090, rue de Saint-Méthode.

05-0525-14

OBJET : AUTORISATION D'ÉMETTRE LES PERMIS ET CERTIFICATS REQUIS CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (P.I.I.A) / NOUVELLE CONSTRUCTION RÉSIDENIELLE / 860, CHEMIN ROLAND-CASTONGUAY

ATTENDU la recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme;

ATTENDU les explications supplémentaires fournies au cours de la présente séance;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE le Service de l'urbanisme soit autorisé, aux termes des articles pertinents du règlement 18-949, à émettre les permis et certificats requis relativement à la construction d'une nouvelle résidence sur l'immeuble correspondant au 860, chemin Roland-Castonguay, situé dans le secteur du Tobo-Ski.

05-0525-15

OBJET : DÉPÔT POUR ACCEPTATION / PROCÈS-VERBAL DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME DU 25 MARS 2025

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR MICHEL GAGNON
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

DE PRENDRE ACTE du dépôt du procès-verbal de la séance du comité consultatif d'urbanisme tenue le 25 mars 2025.

05-0525-16

OBJET : ENTENTE À INTERVENIR AVEC COMPÉTITION VÉLO2MAX INC. / DIVERS ÉVÈNEMENTS / AUTORISATION DE SIGNER

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR BERNARD BOIVIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE le maire ou le maire suppléant et la greffière soient et ils sont, par les présentes, autorisés à signer, pour et au nom de la Ville, l'entente à intervenir avec Compétition Vélo2Max inc. concernant l'organisation de divers événements, selon le projet soumis au conseil au cours de la présente séance.

05-0525-17

OBJET : ENTENTE À INTERVENIR AVEC ÉVÉNEMENTS LA TRÂLÉE /
FÊTE NATIONALE / AUTORISATION DE SIGNER

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE le maire ou le maire suppléant et la greffière soient et ils sont, par les présentes, autorisés à signer, pour et au nom de la Ville, l'entente à intervenir avec Événements La Trâlée concernant l'organisation de la Fête nationale, selon le projet soumis au conseil au cours de la présente séance

05-0525-18

OBJET : CONTRAT DE PRÊT À USAGE À INTERVENIR AVEC L'ASSOCIATION
QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET
PRÉRETRAITÉES, SECTION SAINT-FÉLICIEN / CAFÉ MADRIERS /
AUTORISATION DE SIGNER

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR BERNARD BOIVIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE le maire ou le maire suppléant et la greffière soient et ils sont, par les présentes, autorisés à signer, pour et au nom de la Ville, le contrat de prêt à usage à intervenir avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Saint-Félicien concernant l'occupation d'un local au sous-sol de l'immeuble sis au 1058, boulevard du Sacré-Cœur par l'organisme Café Madriers, selon le projet soumis au conseil au cours de la présente séance.

05-0525-19

OBJET : CONTRAT DE SERVICE À INTERVENIR AVEC LE CLUB NAUTIQUE DE
SAINT-FÉLICIEN / GESTION DES OPÉRATIONS DE LA MARINA /
AUTORISATION DE SIGNER

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE le maire ou le maire suppléant et la greffière soient et ils sont, par les présentes, autorisés à signer, pour et au nom de la Ville, le contrat de service à intervenir avec le Club nautique de Saint-Félicien concernant la gestion des opérations de la marina, selon le projet soumis au conseil au cours de la présente séance.

05-0525-20

OBJET : ADJUDICATION DE CONTRAT / FOURNITURE ET ÉPANDAGE DE CALCIUM
LIQUIDE / SEL ICECAT INC. / 152 256,22 \$ TAXES INCLUSES

ATTENDU l'appel d'offres public relativement au contrat de fourniture et d'épandage de calcium liquide pour l'année 2025;

ATTENDU le dépôt de quatre soumissions, soit :

Sel Icecat inc.	152 256,22 \$
Les Entreprises Faust et Fils inc.	157 147,83 \$
Groupe Perron inc.	161 384,66 \$
Les Entreprises Bourget inc.	201 364,91 \$

ATTENDU QU'aux termes de l'analyse, la soumission déposée par Sel Icecat inc. s'est avérée être la plus basse conforme;

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

05-0525-20 (suite)

OBJET : ADJUDICATION DE CONTRAT / FOURNITURE ET ÉPANDAGE DE CALCIUM LIQUIDE / SEL ICECAT INC. / 152 256,22 \$ TAXES INCLUSES

...

D'ADJUGER à Sel Icecat inc., pour le prix de 152 256,22 \$ incluant les taxes, le contrat de fourniture et d'épandage de calcium liquide pour l'année 2025, selon les clauses et conditions des documents d'appel d'offres et de la soumission de l'adjudicataire.

(PROVENANCE DES FONDS : 02-325-14-635 ET 02-326-14-635)

05-0525-21

OBJET : ADJUDICATION DE CONTRAT / FOURNITURE DE SEL POUR DÉGLAÇAGE DE CHEMIN D'HIVER / SELTO DISTRIBUTION INC. / 99 137,65 \$ TAXES INCLUSES

ATTENDU l'appel d'offres sur invitation relativement au contrat de fourniture de sel pour le déglacage de chemin d'hiver pour la saison 2025-2026;

ATTENDU le dépôt de quatre soumissions, soit :

Selto Distributions inc.	99 137,65 \$
Sel Frigon inc.	103 020,48 \$
Sel Warwick inc.	105 598,79 \$
Sel Windsor Ltée	115 325,67 \$

ATTENDU QU'aux termes de l'analyse, la soumission déposée par Selto Distribution inc. s'est avérée être la plus basse conforme;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR JEAN-PHILIPPE BOUTIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ADJUGER à Selto Distribution inc., pour le prix de 99 137,65 \$ incluant les taxes, le contrat de fourniture de sel pour le déglacage de chemin d'hiver pour la saison 2025-2026, selon les clauses et conditions des documents d'appel d'offres et de la soumission de l'adjudicataire.

(PROVENANCE DES FONDS : 02-331-22-635)

05-0525-22

OBJET : ADJUDICATION DE CONTRAT / PAVAGE DES SECTEURS URBAIN ET RURAL / PAVEX LTÉE / 1 415 240,96 \$ TAXES INCLUSES

ATTENDU l'appel d'offres public relativement au contrat de pavage des secteurs urbain et rural pour l'année 2025;

ATTENDU le dépôt d'une seule soumission, soit :

Pavex Ltée	1 415 240,96 \$
------------	-----------------

ATTENDU QU'aux termes de l'analyse, la soumission déposée par Pavex Ltée s'est avérée être conforme;

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ADJUGER à Pavex Ltée, pour le prix de 1 415 240,96 \$ incluant les taxes, le contrat de pavage des secteurs urbain et rural pour l'année 2024, selon les clauses et conditions des documents d'appel d'offres et de la soumission de l'adjudicataire.

(PROVENANCE DES FONDS : 22-810-07-307 ET 22-810-07-308)

05-0525-23

OBJET : ADJUDICATION DE CONTRAT / TERRAIN DE TENNIS / MISE EN PLACE DE LA SURFACE À REVÊTEMENT D'ACRYLIQUE / 9386-3025 QUÉBEC INC. (PLAYTEC) / 86 041,54 \$ TAXES INCLUSES

ATTENDU l'appel d'offres sur invitation relativement au contrat de mise en place de la surface à revêtement d'acrylique sur les terrains de tennis;

ATTENDU le dépôt d'une seule soumission, soit :

9386-3025 Québec inc. (Playtec)	86 041,54 \$
---------------------------------	--------------

ATTENDU QU'aux termes de l'analyse, la soumission déposée par 9386-3025 Québec inc. (Playtec) s'est avérée être conforme;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR BERNARD BOIVIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ADJUGER à 9386-3025 Québec inc. (Playtec), pour le prix de 86 041,54 \$ incluant les taxes, le contrat de mise en place de la surface à revêtement d'acrylique sur les terrains de tennis, selon les clauses et conditions des documents d'appel d'offres et de la soumission de l'adjudicataire.

(PROVENANCE DES FONDS : 22-810-07-347)

05-0525-24

OBJET : ADJUDICATION DE CONTRAT / RÉFECTION DE PAVAGE ET RAPIÉÇAGE MÉCANISÉ / DIVERSES RUES ET ROUTES / B.R. ASPHALTE INC. / 99 165,94 \$ TAXES INCLUSES

ATTENDU l'appel d'offres sur invitation relativement au contrat de réfection de pavage et de rapiéçage mécanisé de diverses rues et routes pour l'année 2025;

ATTENDU le dépôt d'une seule soumission, soit :

B.R. Asphalte inc.	99 165,94 \$
--------------------	--------------

ATTENDU QU'aux termes de l'analyse, la soumission déposée par B.R. Asphalte inc. s'est avérée être conforme;

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR MICHEL GAGNON
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ADJUGER à B.R. Asphalte inc., pour le prix de 99 165,94 \$ incluant les taxes, le contrat de réfection de pavage et de rapiéçage mécanisé de diverses rues et routes pour l'année 2025, selon les clauses et conditions des documents d'appel d'offres et de la soumission de l'adjudicataire.

(PROVENANCE DES FONDS : 02-321-21-625, 02-325-12-625 ET 02-326-12-625)

05-0525-25

OBJET : DÉPÔT DU RAPPORT DES DÉPENSES DES COMMISSIONS SELON LE RÈGLEMENT 19-976

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR JEAN-PHILIPPE BOUTIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

05-0525-25 (suite)

OBJET : DÉPÔT DU RAPPORT DES DÉPENSES DES COMMISSIONS SELON LE
RÈGLEMENT 19-976

...

D'ACCEPTER, tel que déposé, le rapport des dépenses des commissions selon le règlement 19-976, pour la période du 10 au 30 avril 2025 totalisant 1 419,35 \$ et de ratifier les dépenses y incluses.

05-0525-26

OBJET : DÉPÔT DU RAPPORT DES DÉPENSES AUTORISÉES PAR LE PERSONNEL
ADMINISTRATIF SELON LE RÈGLEMENT 19-976

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

DE PRENDRE ACTE du dépôt, aux termes du règlement 19-976, des rapports de dépenses autorisées par le personnel administratif :

Directeur général Direction générale 0 \$ à 50 000 \$	91 493,57 \$
Trésorière Service de la trésorerie 0 \$ à 5 000 \$	12 897,43 \$
Greffière Service du greffe 0 \$ à 5 000 \$	70,50 \$
Directeur des ressources humaines Service des ressources humaines 0 \$ à 3 000 \$	N.A.
Directeur Service des loisirs, culture et vie communautaire 0 \$ à 5 000 \$	42 937,33 \$
Coordonnatrice aux loisirs Service des loisirs, culture et vie communautaire 0 \$ à 1 000 \$	1 816,48 \$
Coordonnatrice culturelle Service des loisirs, culture et vie communautaire 0 \$ à 1 000 \$	4 981,94 \$
Coordonnateur des loisirs (Tobo-Ski) Service des loisirs, culture et vie communautaire 0 \$ à 1 000 \$	2 131,03 \$
Directeur Service de sécurité incendie 0 \$ à 5 000 \$	4 621,38 \$
Directrice Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire 0 \$ à 5 000 \$	3 693,32 \$
Surintendant des travaux publics et hygiène du milieu Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire 0 \$ à 5 000 \$	49 282,92 \$
Contremaître aux travaux publics Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire 0 \$ à 3 000 \$	21 722,56 \$
Contremaître aux travaux publics Service de l'aménagement et de l'entretien du territoire 0 \$ à 3 000 \$	3 549,99 \$
TOTAL	239 198,45 \$

05-0525-27

OBJET : ACCEPTATION DE LA LISTE DES COMPTES / PÉRIODE DU 28 MARS AU 10 AVRIL 2025

SUR PROPOSITION DE MADAME JOSÉE LEMAY
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

D'ACCEPTER, telles que déposées par le comité des finances, la liste des comptes pour la période du 28 mars au 10 avril 2025, totalisant 1 165 654,07 \$.

05-0525-28

OBJET : ADOPTION DU PREMIER PROJET / RÈGLEMENT 25-150 / MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 18-943 EN VUE D'AUTORISER LES CHALETS AGROFORESTIERS DANS LES ZONES 56 ET 57 AF

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR JEAN-PHILIPPE BOUTIN
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE soit et est adopté un premier projet de règlement 25-150, modifiant le règlement de zonage 18-943 en vue d'autoriser les chalets agroforestiers dans les zones 56 et 57 AF aux fins de l'article 124 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, titre

IL EST EN OUTRE RÉSOLU de fixer au 22 mai à 16 heures l'assemblée de consultation sur ledit règlement.

05-0525-29

OBJET : AVIS DE MOTION / RÈGLEMENT 25-150 / MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 18-943 EN VUE D'AUTORISER LES CHALETS AGROFORESTIERS DANS LES ZONES 56 ET 57 AF

Conformément au premier alinéa de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, avis est, par les présentes, donné par monsieur Bernard Boivin qu'il sera présenté, à une prochaine séance, un règlement 25-150, modifiant le règlement de zonage 18-943 en vue d'autoriser les chalets agroforestiers dans les zones 56 et 57 AF.

05-0525-30

OBJET : INTERVENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Tous les membres du conseil s'expriment, questionnent et formulent des commentaires sur divers sujets.

05-0525-31

OBJET : PÉRIODE DE QUESTIONS

De 20 h 10 à 20 h 23

- a) Monsieur Martin Gagnon s'adresse aux membres du conseil à l'égard des sujets suivants :
 - Il suggère d'adresser une demande au ministère des Transports et de la Mobilité durable à l'effet d'aménager un « CÉDEZ le passage » à l'intersection des boulevards Saint-Félicien et du Jardin, plus particulièrement sur le boulevard du Jardin pour se diriger sur le boulevard Saint-Félicien (en direction du centre commercial).

05-0525-31 (suite)

OBJET : PÉRIODE DE QUESTIONS

...

- Il demande à la Ville d'exiger du propriétaire du lot vacant situé à l'intersection des boulevards Saint-Félicien et du Jardin qu'il entretienne son terrain.
 - Il demande si la Ville a déjà déposé une demande auprès de la commission de protection du territoire agricole afin qu'elle puisse autoriser la construction résidentielle sur les lots vacants non propices à l'agriculture localisés en zone agricole.
- b) Monsieur Jean-François Robert s'adresse aux membres du conseil à l'égard des sujets suivants :
- Il demande si l'eau potable économisée depuis que l'usine de cogénération est branchée au réseau d'eau brute représente la marge de manœuvre dont la Ville dispose.
 - Il allègue qu'à compter du 25 mai 2025, les agriculteurs devront gérer leurs déchets agricoles. Il demande de quelle manière les agriculteurs devront disposer de ces rebuts, considérant que les éléments qui seront acceptés par l'organisme AgriRécup sont extrêmement limités par rapport à la diversité des matériaux générés.
 - Relativement à l'étalement urbain, il juge qu'à l'intérieur du périmètre urbain, des terrains vacants peuvent être utilisés avant de se répandre en milieu rural.

05-0525-32

OBJET : LEVÉE DE LA RÉUNION

SUR PROPOSITION DE MONSIEUR ALEXANDRE L.-PARADIS
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU

QUE l'assemblée soit levée à 20 h 24.

Tel que stipulé dans la Loi sur les cités et villes, je certifie avoir remis au maire, en date du 7 mai 2025, pour approbation, le procès-verbal des actes et délibérations du conseil contenant les règlements, les résolutions, les obligations et les contrats approuvés au cours de la présente séance.

M^e Louise Ménard, greffière

05-0525-32 (suite)

OBJET : LEVÉE DE LA RÉUNION

...

En vertu de l'article 477.1 de la Loi sur les cités et villes, je certifie que la Ville dispose des crédits suffisants pour les fins auxquelles des dépenses sont projetées dans le présent procès-verbal, ce _____.

Janie Paquet, trésorière

En vertu de l'article 53 de la Loi sur les cités et villes, je donne mon assentiment aux règlements et aux résolutions adoptés par le conseil au cours de cette séance ainsi qu'aux obligations et contrats qu'il a approuvés, et dont fait état ce _____ procès-verbal, ce _____.

Luc Gibbons, maire

Président d'assemblée

CE PROCÈS-VERBAL A ÉTÉ RATIFIÉ À LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE CETTE VILLE LE VINGT-SIXIÈME JOUR DE MAI DEUX MILLE VINGT-CINQ.

Président d'assemblée

M^e Louise Ménard, greffière